Communiqué intersyndical

Fonction publique : le gouvernement doit apporter des réponses à la hauteur des revendications et de l'urgence !

Par centaines de milliers, par la grève et dans les manifestations, les agent·es publics, les salarié·es du secteur privé, les privé.es d'emploi, les retraité.es, les lycéen.nes et étudiant.es ont exigé que des réponses soient apportées à leurs revendications contre la vie chère, pour les salaires, les services publics et l'amélioration des conditions de vie de toutes et tous.

Les personnels de la fonction publique étaient très nombreuses et nombreux mobilisé·es dans les cortèges.

Le gouvernement doit prendre la mesure de la mobilisation en cours depuis plusieurs semaines y compris lors de la grève et les manifestations des agent·es publics du 29 septembre dernier.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, organise une « conférence sociale » lundi prochain. Il a choisi unilatéralement d'exclure la fonction publique du périmètre de celle-ci, renvoyant la discussion au seul niveau du ministère de l'Action et des Comptes publics. C'est inacceptable : la situation salariale des agent·es publics demande des arbitrages gouvernementaux.

Déterminées, nos organisations syndicales exigent que des réponses soient aussi apportées dès lundi aux revendications des agent.es public :

- immédiatement une autre politique de rémunération avec notamment le dégel de la valeur du point d'indice, sa revalorisation immédiate et significative, son indexation sur l'inflation, des premières mesures indiciaires de revalorisation des carrières ;
- l'ouverture rapide du chantier de refonte des grilles indiciaires pour revaloriser les carrières de toutes et tous, répondre aux enjeux de renforcement des services publics et imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui permettent de garantir les droits des citoyen·nes et des usager·es et de répondre à leurs besoins par des services publics et une protection sociale de qualité ;
- l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des agent·es publics en congé de maladie ordinaire ;

Pour que le gouvernement réponde aux revendications de reconnaissance des personnels de la fonction publique, de revalorisation des rémunérations et des carrières, d'amélioration significative de leurs conditions de vie, **les organisations syndicales préparent sans attendre une nouvelle journée de grève et de manifestations dont la date sera annoncée en début de semaine prochaine et appellent d'ores et déjà les agent·es publics à poursuivre la mobilisation.**

Paris, le 6 novembre 2026.